



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Note liminaire 2018 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement - Rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur l'ensemble de ses 31 communes.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « *Eau potable* » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Le Crès et Vendargues. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

L'alimentation en eau potable des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales.

La source du Lez gérée par la Métropole fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur :

- les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès et Vendargues, dans une moindre mesure Grabels,
- en-dehors du territoire de la Métropole, sur la commune de Saint-Aunès et sur une grande partie du territoire de la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup.

La nappe phréatique de l'Hérault exploitée par le SBL procure, par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol sur Florensac, environ 20 millions de m³/an et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole.

L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc (BRL), alimente diverses usines de potabilisation dont :

- celle de Vauguières de la commune de Mauguio, appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, alimente en totalité les communes de Lattes et Pérols,
- celle du Crès, appartenant à BRL, alimente pour près d'un ¼ des besoins les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint-Aunès,
- l'usine Debaille de Fabrègues, appartenant au SBL, produit 1,6 millions de m³ et alimente les communes du SBL en période estivale.

Enfin, les communes du SMGC sont desservies par des forages locaux d'importance variable, notamment ceux de la Crouzette (Castelnau-le-Lez), de Bérange (Saint Génès des Mourgues), de Candinières (Castries) et de Fontbonne Mougères (Galargues).

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie du service de l'eau potable pour les treize communes en compétence directe et du service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain, et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative. Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans établie en concertation avec la Régie qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service.

Les volumes vendus sur l'intégralité des territoires s'élèvent à 45 264 240 m³ pour un nombre d'abonnés de 116 103 sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

La gestion de l'assainissement collectif est déléguée à des exploitants à travers 3 contrats d'affermage. En 2018, les 13 stations d'épuration de la Métropole ont traité 38,21 millions de m³, et la capacité de traitement cumulée est de 578 717 Equivalents – Habitants. Près de 28 millions de m³ ont été facturés à 116 103 abonnés.

Le prix total de l'eau, assainissement inclus, est compris entre 3,26 € et 3,75 € T.T.C. le m³ suivant la commune (consommation annuelle de 120 m³). Le prix moyen du m³ d'eau TTC, abonnement inclus, est de 3,48 € TTC (consommation annuelle de 120 m³).

La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m³, s'élève à 417,60 € TTC au 1^{er} janvier 2019, en hausse de 0,87% par rapport à l'année précédente, et se décompose de la manière suivante :

- part eau = 41 %
- part assainissement = 42 %
- part autres organismes = 17 %

Sur la base de la facture moyenne de 120 m³, entre le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2019, il convient de constater une hausse uniforme de 1,35% du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils progressent sur le SMGC de 2,53% et de 1,52% sur le SBL. Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

Concernant la structure tarifaire au 1^{er} janvier 2019, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soient les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m³, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m³, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bas Languedoc.

La note liminaire présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service. Elle permet de présenter les rapports sur le prix et la qualité du service des différentes structures de proximité que constituent les syndicats d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la présentation des rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne ;
- approuver la note liminaire 2018 annexée à la présente délibération, conformément à l'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser leur transmission à l'ensemble des communes de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111167-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD SBL
- RAD SMGC
- NOTE LIMINAIRE 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.